RELIGION ET NATION ENTRE ALLEMAGNE ET BOHÊME : L'ÉPISODE DU « LOS VON ROM » À LA FIN DU XIXE SIÈCLE

PATRICK CABANEL

Religion et nation n'ont évidemment ni la même histoire, ni la même ambition, et c'est peu dire : la religion est ancienne, sinon intemporelle, et son message, universaliste ; l'idée de nation semble, par comparaison, toute fraîche (les Français fixeraient sans doute son an zéro à l'an I de la République et au « Vive la nation » lancé à Valmy, en 1792), et, en dépit de l'ambition française initiale, s'oppose précisément à tout universel. On ne saurait peut-être trouver deux réalités plus antinomiques. Ce fait n'a pas échappé à l'Église catholique, qui condamne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme l'une des erreurs modernes, dans le catalogue qu'elle en dresse en 1864 (le *Syllabus* accompagnant l'encyclique de Pie IX, *Quanta cura)*, et dont divers prélats ou fidèles dénoncent en termes très vifs, peut-être prophétiques, le risque de « paganisme » et d'atrocités contre l'humanité qu'ils croient surprendre dans l'idée moderne de nation et dans son ambition de confondre la forme politique (l'État) avec telle ou telle forme ethnique ou culturelle. Aussi l'Église a-t-elle soutenu jusqu'au bout, comme on le

Slavica occitania, Toulouse, 9, 1999, pp. 115-135.

verra, la monarchie des Habsbourg et l'Empire austro-hongrois, parce qu'elle voyait dans cet État multinational par excellence, outre l'apanage d'une dynastie très catholique, un autre visage de son propre universalisme, doublement visé et sapé par le ferment national et les ambitions du protestantisme germanique ou de la libre pensée.

Et, pourtant, l'observation même rapide de l'histoire de l'Europe au XIXe comme au XXe siècle a tôt fait de révéler combien religions et nations ont pu s'emmêler, faire corps comme le lierre et l'arbre ou la ronce avec la ronce, jusqu'à multiplier ces êtres hybrides, peut-être monstrueux, doués d'une formidable vitalité, que sont les religions à trait d'union national, ou les nationalismes à trait d'union religieux, si l'on peut s'exprimer ainsi. On pense immédiatement aux différentes formes de national-catholicisme, pour reprendre une expression forgée par un prêtre espagnol au temps du franquisme : en Irlande, en Pologne, en Croatie, en Slovaquie, en Espagne, au Pays Basque, en Flandre belge (le mouvement flamingant), en France (dans les nationalismes régionaux, breton, basque ou provençal, mais aussi dans le nationalisme fin de siècle d'un Barrès comme d'un Maurras)... L'orthodoxie, caractérisée par l'autocéphalie (une Église indépendante par nation) a formé avec le nationalisme des couples aussi puissants dans la plupart des pays de culture orthodoxe, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce, ou, bien évidemment, en Serbie[1]. Si les protestantismes britannique et américain sont trop divers, trop divisés, pour autoriser des alliances aussi immédiates, il n'en va pas de même du luthéranisme dans la Prusse, puis l'Allemagne, ainsi qu'au Danemark, en Suède ou en Norvège : l'équation proclamée à la fin du XIXe siècle entre *Lutherstum* et *Deutschtum* sera du reste au centre du présent texte. Rares sont donc les nations qui ont échappé à l'identification à une religion. On peut citer, avec des expériences et pour des raisons bien diverses, l'Italie, en dépit de l'homogénéité catholique de sa population (mais le Pape, localement souverain temporel, s'y est mis en travers du processus d'unification nationale et n'a accordé

1. Voir une bonne mise au point chez Olivier Gillet, « Les mutations ecclésiologiques dans les Balkans dans les années 1860-1870 », in Alain Dierkens, dir., *Problèmes d'histoire des religions*, 9/1998, *L'intelligentsia européenne en mutation 1850-1875. Darwin, le Syllabus et leurs conséquences*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1998, p. 57-67.

de concordat qu'en 1929), la Hongrie (dont les élites nationalistes appartenaient à une minorité religieuse, en l'occurrence calviniste), la France républicaine (précisément dans la mesure où elle est engagée dans la construction, alors sans équivalent, d'une laïcité), un peu plus tard la Turquie kémaliste, sans doute aussi la nation albanaise, trop divisée religieusement. Les nations confessionnellement mixtes, comme la Suisse ou la Hollande (c'est également un peu le cas de la France), échappent aussi à l'identification religion-nation. Mais ces quelques noms sont plutôt ceux d'une exception venant confirmer la règle.

RELIGIONS ET NATIONS ENTRE BOHÊME ET SLOVAQUIE, ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Grossissons maintenant l'objectif pour le braquer sur la Bohême-Moravie de la fin du XIXe siècle. Les populations, allemandes ou tchèques, y sont également catholiques, à près de 98 % : c'est un taux à la polonaise ou à la bavaroise, qui signe à lui seul la spectaculaire réussite de la Contre-Réforme dans une région où le hussisme et les Frères Moraves, comme leur nom l'indique assez, étaient nés et avaient tenté de survivre contre Rome et Vienne, jusqu'à la défaite de la Montagne blanche, en 1620. Au voisinage des deux provinces, la population de la Slovaquie est elle aussi profondément catholique — à l'exception de noyaux saxons (Allemands luthériens) —, et d'un catholicisme plus entier, plus « natif », que celui de la Bohême : il n'est pas le fruit de la Contre-Réforme, parce qu'il n'a pas été, lui, entamé par la Réforme. Les Slovaques n'ont pas eu à faire l'expérience historique de la division religieuse : leur catholicisme est plus polonais que français, si l'on peut dire. Quant aux Allemands du Reich, les voisins de l'Ouest, ce sont bien les frères de nation des futurs Sudètes, mais pas de religion : ils sont, eux, sauf en Bavière et Rhénanie, profondément protestants. La situation, *a priori*, semblait relativement favorable à une identification entre catholicisme et « tchécoslovaquité », si l'on me pardonne le néologisme : le catholicisme est la religion de la population presque unanime d'un futur État tchécoslovaque, et distingue clairement ce dernier du monde allemand, alors identifié comme protestant. Mais la statistique religieuse n'a été d'aucun secours aux pères du nationalisme tchèque comme aux premiers dirigeants de la Tchécoslovaquie. Les uns comme les autres ont large-

ment repoussé le catholicisme comme contraire à la tradition nationale, au risque de creuser le fossé de l'incompréhension avec les Slovaques.

On peut trouver à ces mésententes et drames futurs trois raisons principales. Il faut d'abord revenir sur le catholicisme des Slovaques : il a contribué de manière précoce à forger l'un de ces national-catholicismes dont la liste a été donnée plus haut. Les maîtres des Slovaques, et de leurs terres, étant les magnats hongrois, calvinistes, la distinction religieuse — et sociale — a immédiatement préparé la future distinction entre les deux nations. Quant aux voisins et cousins tchèques, plus urbanisés, plus développés, et d'une histoire religieuse plus mêlée, on l'a dit, leur catholicisme est vite apparu trop libéral, trop tiède, trop entamé par la modernité et l'examen, aux yeux d'une population slovaque plus rurale et plus traditionnelle. Ces nuances, ou ces fossés, à l'intérieur du catholicisme, sont une constante de l'histoire du nationalisme dans l'Europe du XIXe siècle : les Flamands portent le même regard réprobateur, réactionnaire et moralisateur, sur le catholicisme des Wallons et de Bruxelles, tout comme les militants bretons sur celui de Paris ou des élites républicaines (souvent issues d'un Sud-Ouest déchristianisé, le « Midi » radical et maçonnique conspué par le Lorrain Barrès). Ces frontières internes au catholicisme font que le catholicisme se trouve au centre des nationalismes slovaque, flamand, breton..., à l'intérieur d'États où pourtant tout le monde est catholique — mais pas du même bois ou de la même eau catholiques.

Face aux Tchèques, cette slovaquité catholique a joué deux fois contre l'union tchéco-slovaque qui se cherchait aux XIXe et XXe siècles. Ce fut d'abord, au milieu du XIXe siècle, lorsque les jeunes élites nationalistes slovaques se mirent en quête d'une langue nationale : les deux premières normes retenues, *biblictina* et *bernolacina*, furent rejetées l'une et l'autre, la première parce que trop protestante (et d'un protestantisme tchéquisant[2]), la seconde parce que trop proche du tchèque. Il n'y eut donc pas de langue tchéco-slovaque, en dépit de la déception de Kollar et Safarik, protestants slovaques passés au nationalisme tchèque, et à l'inverse

2. La langue était formée à partir de la traduction en tchèque de la Bible, au XVIe siècle, dite Bible de Kralice, par les milieux hussites.

du serbo-croate, sur lequel, à la même époque, les réformateurs des deux nations ont su s'entendre. Si l'on se projette ensuite dans les années vingt, il est aisé de voir combien leur catholicisme a creusé l'écart entre les Slovaques et le pouvoir central d'une Tchécoslovaquie engagée dans une construction laïque : on sait que la revendication identitaire et nationaliste slovaque a été prise en charge d'emblée par des prêtres catholiques, à l'apogée de la confusion entre religion catholique et nation slovaque. L'abbé André Hlinka, partisan dès 1918 d'un autonomisme slovaque, est le chef du parti populaire (catholique) slovaque ; le Saint-Siège l'élève en 1927 à la dignité de protonotaire apostolique, ce qui ne pouvait passer que pour une forme de reconnaissance et d'encouragement. À sa mort, son combat est repris par l'abbé Joseph Tiso, qui met à profit l'assassinat de la Tchécoslovaquie, en mars 1939, pour en séparer sa nation et courir l'aventure d'un État slovaque national-catholique aligné sur l'Allemagne nazie — les Croates vivant alors une expérience fortement similaire[3]. Dans ses souvenirs, l'ancien ambassadeur de France à Prague dans les années trente, Léon Noël, relève ce fait caractéristique à propos du Slovaque Milan Hodza, devenu chef du gouvernement tchécoslovaque, en 1938 : « Comme la plupart de ses compatriotes qui, à un moment quelconque, se sont pliés à une collaboration avec les Tchèques, il était protestant[4]. »

La seconde complication tient à la personnalité religieuse de plusieurs des principaux pionniers et leaders du nationalisme tchèque au XIXe siècle, et à leur travail de réécriture de l'histoire religieuse et nationale de la Bohême. Je passe rapidement, pour avoir développé ces points dans une précédente livraison de *Slavica Occitania* [5]. Je rappellerai simplement que Kollar, Safarik et surtout Palacký, l'historien national devenu chef de file politique, appartenaient au protestantisme, luthérien pour les deux premiers, des Frères moraves pour le dernier. Masaryk, lui, et à la suite d'évolutions et d'influences diverses, s'est converti à une forme de protestantisme. Ernest Denis, ce Français devenu le véritable suc-

---

3. Lire notamment Xavier de Montclos, *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme. L'épreuve totalitaire*, 1939-1945, Plon, 1983, rééd. Complexe, 1991.
4. L. Noël, *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, Paris, Institut d'Études Slaves/Publications de la Sorbonne, 1982, p. 112.
5. « František Palacký, Ernest Denis, Thomas Garrigue Masaryk : le protestantisme dans le récit historique et dans l'idée nationale tchèques au XIXe siècle », *Slavica Occitania*, n° 5, 1997, p. 81-117.

cesseur de Palacký en matière d'écriture de l'histoire nationale tchèque, était lui aussi protestant, et d'une origine huguenote qui le fit vibrer à l'évocation des déserts et de la fidélité hussites. Beneš, enfin, appartenait à la franc-maçonnerie. L'anticléricalisme, voire l'anticatholicisme, ont occupé dans la pensée et l'œuvre de ces hommes une place importante, voire essentielle : face à la catholique Autriche, championne armée de la Contre-Réforme, Palacký et Denis, en historiens, puis Masaryk, en philosophe de l'histoire, ont dressé le portrait d'une Bohême hussite et protestante, double martyre religieuse et nationale. Jan Hus devenait le père de la nation, comme un Luther en Allemagne, ou un Vercingétorix et une Jeanne d'Arc pour la France, à la suite des mêmes entreprises de réécriture de l'histoire : une sorte de « Nos ancêtres les Hussites ». On voit immédiatement le profit, mais aussi les éventuelles limites, de cette équation entre tchéquité et hussisme/protestantisme : elle fonctionne à merveille face aux Habsbourg, maîtres catholiques de l'Autriche — tout comme le catholicisme slovaque fonctionne efficacement face au calvinisme hongrois.

Elle fonctionne encore, probablement, au niveau des images des nations : la Bohême de Palacký et Masaryk a quelque chance de séduire, par exemple, la France républicaine et anticléricale de son temps, riche elle aussi, contre la même statistique religieuse évidente, d'élites protestantes et maçonniques. Les tractations et appuis de la Première Guerre mondiale devaient le vérifier. En revanche, et il est inutile de s'y attarder, une telle équation porte en elle le malaise des Slovaques, incapables de s'insérer dans cette histoire et ce modèle : l'histoire nationale écrite au XIXe siècle est bien tchèque, pas tchéco-slovaque, même si Masaryk a voulu politiquement une union qu'il ne se souciait pas de fonder intellectuellement. Plus subtilement, peut-être, ce choix historiographique risquait de mettre les Tchèques dans une position fausse face aux Allemands, ceux qui, le plus légitimement, pouvaient assimiler leur nation au protestantisme. Masaryk a été particulièrement sensible à ce risque, véritable retournement pervers du mythe historiographique fondateur ; il y insiste longuement dans ses mémoires : quel eût été le sort de la Bohême si le protestantisme y avait triomphé ? Serait-elle devenue « allemande », tant étaient liés les sorts du protestantisme et de l'Allemagne ? Une pièce d'un pangermanisme, ou d'une *Mitteleuropa*, certes bien anachroniques au XVIIe siècle, mais dont Masaryk était le contemporain ? Il est intéressant de lire

ses réflexions à ce propos : « Palacký a des adversaires de principe, sérieux et logiques, dans les historiens et les hommes politiques catholiques. Ils apprécient notre Réforme de leur point de vue religieux. Pour eux, elle a été et elle demeure une erreur religieuse et politique, et la catholicisation par les Habsbourg a été la sauvegarde spirituelle et nationale de notre peuple. Les Frères [moraves] et le protestantisme nous auraient germanisés ; la Montagne Blanche a été un bonheur pour nous. [...] Il paraît qu'une fois [Bismarck] passa toute une nuit à réfléchir sur la tournure qu'aurait prise l'histoire si les protestants avaient été victorieux à la Montagne Blanche. Peut-être se demanda-t-il alors si la Bohême protestante se serait jointe à la politique de la Prusse protestante contre l'Autriche. L'Autriche serait alors restée une marche insignifiante, et, de la Bohême et grâce à elle, les Allemands auraient dominé le Danube et Berlin-Bagdad avec l'aide des Tchèques[6]. » Il n'est pas très difficile à Masaryk de montrer que la victoire des Habsbourg en 1620 a directement contribué à une germanisation forcée de la Bohême, et que la Réforme tchèque, antérieure au luthéranisme et indépendante de lui, a eu « une grande action antiallemande » et a rendu la nationalité tchèque « plus forte que jamais[7] ». Mais ce seul débat montre les pièges potentiels d'une assimilation trop étroite entre nation et religion ; et, du reste, Masaryk achève sa réflexion par l'éloge des nations confessionnellement divisées, et en prêtant au hussisme une valeur plus universelle que nationale, à la manière dont la France vante sa Révolution — deux thèmes sur lesquels je reviendrai en conclusion.

Le risque, en fait, résidait beaucoup moins dans les colonnes des revues d'histoire[8], que, beaucoup plus concrètement, dans les mi-

---

6. Thomas Garrigue Masaryk, *La résurrection d'un État. Souvenirs et réflexions, 1914-1918*, Plon, 1930, p. 473-475 *(passim)*.
7. *Ibid.*, p. 475. Le grand biographe français de Calvin, au début du XXe siècle, Émile Doumergue, s'efforçait pareillement de montrer, face au national-catholicisme français, qu'avec Lefèvre d'Étaples la France aurait connu une (pré)Réforme indépendante de Luther.
8. Riches, pourtant, de polémiques entre les tenants de l'histoire à la manière de Palacký et Denis et l'historien catholique Josef Pekar (1870-1937), rédacteur de la *Revue d'histoire tchèque* et professeur à l'université de Prague. Pekar publie en 1912 un article devenu célèbre sur *La philosophie tchèque de Masaryk* ; en 1929, *Le sens de l'histoire tchèque*. Pekar ne croit pas à la continuité de l'histoire tchèque entre le hussisme et la renaissance nationale du XIXe siècle, et jette les bases d'une réhabilitation de la période de la Contre-Réforme.

lieux allemands de Bohême et du Reich. Pour que la crise se noue, il a fallu que la catholique Autriche (il vaudrait mieux dire Cisleithanie) paraisse faire la part trop belle aux revendications des Tchèques en Bohême et Moravie, et léser ainsi les intérêts nationaux de la forte minorité allemande. Si le gouvernement de Vienne applique une politique pro-slave — on se souvient que Palacký avait été en 1848 le chantre de l'austroslavisme, ou destin autrichien des Tchèques —, alors le destin des Allemands de Bohême est peut-être dans une Grande Allemagne, dont Bismarck a brisé le rêve en 1866. Et la germanité de ces Allemands risque d'apparaître incomplète et paradoxale, s'ils restent fidèles au catholicisme de leur ennemie objective, l'Autriche : de même que les catholiques du Reich passent pour de moins bons Allemands, les Sudètes ne seraient pleinement Allemands qu'en revenant au luthéranisme. Tel est le raisonnement qui conduit à la crise fin de siècle du *Los von Rom*. Ajoutons un élément de démographie cléricale qui a joué un rôle important : beaucoup de prêtres catholiques de Bohême, desservant des paroisses peuplées d'Allemands, se recrutent alors parmi les Slaves, ces derniers étant restés plus religieux ou plus pauvres, et la vocation sacerdotale y fonctionnant comme une forme de promotion intellectuelle et sociale. Le fidèle allemand a alors face à lui un prêtre slave : la situation peut générer d'évidents conflits[9].

L'événement déclencheur se trouve dans les ordonnances Badeni d'avril 1897 : le premier ministre viennois a promulgué la stricte égalité linguistique des Tchèques et des Allemands de Bohême en matière d'accès à l'administration et à la justice. Geste typique de la tolérance nationale mise en œuvre par Vienne, mais dans lequel les Allemands voient la négation de leurs privilèges historiques (la langue de l'Empire est aussi leur propre langue maternelle). De graves émeutes que nous dirions inter-ethniques en-

9. Les sources *Los von Rom* signalent qu'en Bohême, sur 710 paroisses de langue allemande, on comptait 590 prêtres d'origine allemande, et 481 d'origine tchèque ; dans 135 localités où les deux groupes s'équilibraient, on comptait seulement 33 prêtres allemands, pour 266 tchèques. Rapporté par G. Goyau *[infra]* p. 236, note 2. Au début de la campagne *Los von Rom*, un étudiant déclare dans la presse : « Forts de nos deux millions de Bohémiens allemands, nous demandons que la Parole de Dieu se fasse allemande, nous désirons parler allemand avec Dieu comme avec l'empereur », *Revue chrétienne*, 1899, p. 362 [cf. la note suivante]. Le 7 juin 1898, l'homme politique Karl Wolf menace, dans une séance du Reichsrath : il faut des prêtres allemands pour les paroisses allemandes ; à défaut de quoi...

sanglantent les rues de Prague et de diverses villes de Bohême. Les ordonnances Badeni sont finalement rapportées, au risque de blesser à son tour l'opinion publique tchèque, mais une partie des Allemands de Bohême ont perdu leur confiance dans le gouvernement viennois et se révèlent disposés à se lancer dans l'aventure d'une conversion collective au luthéranisme. Un tel choix pourrait paraître bien anachronique, en cette fin de XIXe siècle marquée par une première vague de sécularisation et de laïcisation de l'Occident : mais il s'agit moins, évidemment, de religion que de nation. Le *Los von Rom* (Sortez de Rome) est une conversion ou une renaissance nationale, non un réveil religieux dans la grande tradition du protestantisme ; ses militants participent donc beaucoup plus de la radicale modernité nationaliste que de quelque archaïsme confessionnel, encore que certains observateurs aient cru y voir surtout du religieux.

UN « RÉVEIL » POLITICO-RELIGIEUX : LE MOUVEMENT *LOS VON ROM* PARMI LES ALLEMANDS DE BOHÊME (1899-1902)

Reconnaissons sans tarder, à ce propos, combien les sources qui vont être utilisées ici sont de seconde main, pour d'évidentes raisons d'accessibilité — il est vrai que cet article vise moins à une érudition exhaustive qu'à une première présentation d'un thème peu abordé dans l'historiographie française. Ces sources comprennent deux articles publiés par Charles Correvon dans l'importante revue protestante française *La Revue chrétienne*, en 1899[10], et un ouvrage paru en 1903 et dû à l'un des grands intellectuels catholiques français du temps, Georges Goyau. Cet auteur, aujourd'hui un peu oublié[11], était alors un spécialiste, engagé mais très informé, du catholicisme social, de l'école laïque française ou du protestantisme allemand[12]. Il publie en 1903 *Les nations apôtres. Vieille*

10. « "Los von Rom" ou le mouvement vers le protestantisme en Autriche », *La Revue chrétienne*, novembre et décembre 1899, p. 354-365 et 446-456. Correvon date ses articles de Nuremberg. Il a utilisé trois brochures de Bräunlich, *Die öesterreichische Los von Rom Bewegung* (Munich, Lehmann, 1899), et plusieurs journaux religieux allemands et autrichiens.
11. En dépit de la thèse que lui a consacrée Jérôme Grondeux, Univ. Paris-IV, 1992.
12. Citons *L'Allemagne religieuse-Le protestantisme* ; *Autour du catholicisme social* (2 volumes) ; *Le Pape, les catholiques et la question sociale* ; *L'école d'aujourd'hui* (2 volumes), etc.

France, jeune Allemagne, qui oppose les politiques des deux nations au Levant (désengagement de la France par anticongréganisme combiste, surinvestissement géopolitique de Guillaume II) et consacre en dernière partie une longue analyse à « La descente du luthéranisme allemand en Autriche[13] ». Il est intéressant de signaler que le journaliste protestant est vivement hostile aux Tchèques et favorable à un mouvement dans lequel il voit d'abord un contenu religieux[14], alors que l'écrivain catholique est hostile à ce même *Los von Rom*, dont il montre clairement la double cible, anticatholique — sinon antichrétienne, j'y reviendrai — et antiautrichienne.

Les deux hommes, en revanche, s'accordent sur le milieu où a débuté la campagne : la jeunesse universitaire de Vienne ; indication précieuse pour l'historien, qui sait combien les milieux étudiants allemands et autrichiens ont été tout au long du XIXe siècle les fourriers du nationalisme puis du pangermanisme et de l'antisémitisme, et qui trouve là un élément renforçant la thèse de la nature strictement politique du *Los von Rom*. Le 11 décembre 1897, un étudiant en médecine, Fodisch, prononce un discours très applaudi devant ses camarades de l'université de Vienne : « Rome est notre plus grand ennemi. Notre seul salut est dans la confession protestante, qui recèle l'esprit national[15]. » Ce coup d'éclat prend une nouvelle dimension au cours de l'hiver 1898-1899. Georges Schoenerer, qui s'est déjà fait remarquer à Vienne pour son antisémitisme militant, lance un avertissement dans sa revue, les *Paroles allemandes non falsifiées* : « Rompons les chaînes qui nous rattachent à une Église ennemie des Allemands. Ce n'est pas l'es-

13. Perrin, 1903, p. 227-321. Goyau, qui travaille à partir de vrais dossiers documentaires, cite de nombreuses sources, dont d'autres ouvrages ou brochures de Bräunlich, *Die neueste Katholische Bewegung zur Befreiung vom Papsttum* (5e éd., Munich, Lehmann, 1899) ; *Das Fortschreiten der Los von Rom Bewegung in Böhmen* (*ibid.*, 1901) ; *Die Lost von Rom Bewegung in Steiermark* (*ibid.*, 1901), et de nombreux tracts ou journaux religieux.

14. Le journaliste semble être suisse, ce qui peut expliquer sa sympathie, qu'il serait plus difficile à un protestant français d'afficher (outre la tradition créée par E. Denis, et que Correvon ne partage absolument pas).

15. Le peuple allemand, ajoute l'orateur, doit trouver son éducation « dans l'église chrétienne allemande protestante *[deutsch-christlichen protestantischen Kirche]* ». Fodisch est exclu de l'Université dix jours plus tard ; le *Journal évangélique pour l'Autriche* prend fait et cause pour lui, en expliquant que le protestantisme seul assure la conciliaton de l'élément éternel et de l'élément national. G. Goyau, *op. cit.*, p. 241. *Revue chrétienne*, *op. cit.*, p. 361.

prit jésuitique, mais l'esprit germanique, qui doit régner en terre allemande[16]. ». Le 15 janvier 1899, dans une réunion de 800 personnes, à Vienne, Schoenerer annonce que dès que les volontaires seront au nombre de 10 000 (et ce chiffre doit être atteint à la date du 1er avril, anniversaire... de la naissance de Bismarck), ils rompront avec Rome.

Pour aller où ? Une solution aurait pu consister pour les transfuges à trouver asile dans le mouvement vieux-catholique, relativement bien implanté en Autriche : on sait qu'on désigne ainsi cette poignée de catholiques libéraux qui ont refusé les décisions du concile du Vatican, en 1870, et notamment l'infaillibilité du pape, et ont logiquement rompu avec le catholicisme romain. En temps de nationalisme exacerbé, un catholicisme national, même (ou : surtout) condamné par Rome, proposait une alternative intéressante : certains milieux tchèques y recourront bientôt, nous le verrons. Le chef de file du vieux-catholicisme autrichien, l'abbé Nittel, n'hésite pas à publier alors une brochure au titre doublement significatif : *Los von Prag und Los von Rom.*[17] Le *Volksruf*, journal vieux-catholique de Vienne, prend pour sous-titre : *Deutsch-völkisches Blatt für die Los von Rom Bewegung* (juin 1899).

Mais c'est à la religion de Luther que visent désormais les meneurs du mouvement, pasteurs et pangermanistes au coude à coude, en Autriche comme en plusieurs régions du Reich. Schoenerer passe au protestantisme au début de 1900. Les chiffres, toutefois, n'indiquent aucun raz-de-marée : moins de 17 000 conversions jusqu'à la mi-1902, outre 7 400 passages en trois ans au vieux-catholicisme. Et ce, en dépit d'un gros effort de propagande. La Ligue évangélique (allemande) fait répandre dès 1898 trois opuscules, *Comment la Bohême redevint catholique* ; *Le protestantisme et la nation allemande* ; *Ce que le peuple allemand doit à la Réforme*. Un pasteur de Thuringe, Bräunlich, lance chez l'éditeur Lehmann, de Munich, déjà spécialisé dans le pangermanisme (avec la collection de brochures *Der Kampf um das Deutschtum)*, une collection de textes consacrés au mouvement *Los von Rom*[18]. L'his-

16. 16 novembre 1898, cité par G. Goyau, *op. cit.*, p. 245.
17. Brochure accompagnée d'un tract intitulé *Die nationale Bedeutung des Altkatholicismus, ein Wort an die Deutschen von einem Deutschen. Ibid.*, p. 247.
18. Plusieurs de ces brochures, rédigées par Bräunlich lui-même, sont citées à la note 13. L'auteur de la brochure concernant les passages au protestantisme en

toire, voire des rééditions de textes, sont invitées à rappeler la place que le protestantisme avait jadis occupée en Bohême : le *Los von Rom* y gagne d'être plus qu'une rupture, un renouement avec un passé enfoui dans la défaite. Argent, publications[19], voire pasteurs, affluent d'Allemagne en Bohême mais aussi en Styrie (où les Allemands font face à des Slovènes catholiques), dans un de ces mouvements de réveil missionnaire qui parcourt régulièrement le protestantisme, et qui semble avoir été, du côté allemand, assez sincèrement religieux — ce dont se fait longuement l'écho la *Revue chrétienne*. Mais, on l'aura compris, religion et nation sont alors indémêlables[20]. Lorsque des temples sont élevés en Bohême, pour abriter de nouvelles paroisses, leurs cloches sont baptisées « Germania », « cloche de Luther », « cloche de Bismarck ». « Nous allemands, nous ne pouvons nous incliner que devant notre conscience allemande et notre dieu allemand, mais jamais nous attacher au culte romain, surtout représenté par un Tchèque » : de telles déclarations, rapportées par G. Goyau, pourraient être multipliées.

Au final, le *Los von Rom* a échoué. La vigilance des autorités autrichiennes, interdisant des feuilles ou expulsant un pasteur tel que Bräunlich, identifiant un *Los von Oesterreich* derrière le *Los von Rom*, n'a pas eu de rôle essentiel dans cet échec, pas plus que la contre-offensive de l'Église catholique autrichienne, suscitant un Piusverein pour contrer la propagande *Los von Rom*. Les divisions intestines et diverses défections ont largement suffi à affaiblir le mouvement : des agitateurs politiques se sont lassés du thème religieux, des pasteurs soucieux des vrais intérêts du protestantisme ont publiquement dénoncé son instrumentalisation par le panger-

---

France est le député de la Charente Eugène Réveillaud, lui-même converti en 1878, auteur d'une brochure maintes fois rééditée au début de la Troisième République : *La question religieuse et la solution protestante*. C'est au nom de la démocratie, et non de la nation, que Réveillaud et d'autres ont refusé le catholicisme infaillibiliste après 1870.

19. L'argent provient à la fois de la Ligue évangélique (400 000 marks jusqu'en octobre 1901 selon ses calculs) et de l'Association Gustave-Adolphe *(Gustav-Adolf-Verein*, destiné à soutenir des communautés déjà existantes : plusieurs dizaines de milliers de marks). Plus de 1,6 million de brochures ont été envoyées avant mars 1899 en Autriche par la Ligue évangélique. G. Goyau, *op. cit.*, p. 298-299 et 281.

20. G. Goyau le rend à plusieurs reprises dans de beaux chiasmes : « M. le pasteur Bräunlich faisait en Styrie les affaires du pangermanisme, comme M. le député Eisenkolb, en Bohême, faisait celles du luthéranisme », *op. cit.*, p. 260.

manisme, le « Réveil » politico-religieux s'est essoufflé après avoir arraché à l'Église 25 000 personnes environ, ce que l'on peut juger également dérisoire (si l'on se place d'un point de vue national) ou significatif (d'un point de vue religieux). Est-ce à dire qu'il faut tenir cet épisode pour un médiocre épiphénomène, tout juste bon à offrir une confirmation quasi expérimentale — presque caricaturale, même — à une réflexion sur les liens entre la religion et la nation dans l'Europe de la fin du XIXe siècle ? Je ne le crois pas : l'historien a beaucoup à apprendre de ces 25 000 prosélytes et du discours de leurs meneurs.

LES LEÇONS D 'UN NATIONAL -MESSIANISME

Ces leçons peuvent être tirées dans le cadre de l'histoire religieuse, comme dans celui du nationalisme. Sur le premier plan, observons avec Georges Goyau ce que j'ai tu jusqu'à présent : la dérive, sans doute minoritaire, mais riche de signification et d'avenir, d'une partie du *Los von Rom* vers un au-delà, ou un en-deçà, du protestantisme et du christianisme lui-même. Dans la définition du protestantisme comme christianisme allemand, l'épithète peut, chez certains, prendre le dessus sur le substantif ; et ainsi peut-il en aller de Luther, considéré comme plus Allemand que Réformateur — vraiment allemand, *Kerndeutsch*. C'est le christianisme même, trop universaliste, trop juif, trop peu allemand, qui peut devenir la cible d'un nationalisme attaché à la définition ou à la reconquête d'une religion purement allemande, sans origine ni infiltration extérieures. Les choses ne datent pas du *Los von Rom*. Goyau cite un livre de Paul Graue, diacre de Weimar, paru en 1894, *Deutsch Evangelisch*[21] : « Nous avons besoin d'un germanisme devenu chrétien et d'un christianisme devenu allemand... Par opposition au catholicisme, le christianisme de la Réforme a instauré la pensée nationale dans ses droits... Coloris grec, coloris romain, coloris juif : l'Allemand doit-il accepter ce coloris bariolé comme quelque chose d'immuable, ou doit-il plutôt y voir une invitation à s'assurer, comme Allemand, un christianisme de couleur allemande ? » La pensée la plus importante, à cet égard, par le long écho qu'elle a

21. E. Patry, dans l'article cité à la note 27, parle de Paul Grane, chapelain à la cour de Meiningen, et date son ouvrage de 1898.

rencontré dans les milieux nationalistes et pangermanistes, puis nazis, est celle du théologien Paul de Lagarde, auteur des *Deutsche Schriften* (1886) : Lagarde, opposant d'un Bismarck qui n'avait pas voulu de l'option *gross-deutsch*, est le premier sans doute à dénoncer la part juive du christianisme, et à appeler de ses vœux une religion vraiment allemande. À ses yeux, les enseignements du Christ ont été altérés aussi bien par le « sacerdotalisme juif » de Paul (c'est là l'origine de la dimension antisémite fondamentale de sa pensée) que par l'universalisme catholique. Entre l'humanité et l'individu, le Christ lui-même aurait oublié l'étage nécessaire de la nation, qui est pourtant un organisme vivant voulu par Dieu et pourvu d'une âme. Il faut donc éliminer un christianisme putréfié et réconcilier (pour ne pas dire fusionner) la religion et la nation en édifiant une religion nationale[22].

À la suite de Lagarde, certains des militants les plus engagés dans le *Los von Rom* ont également abandonné, après Rome, jusqu'au Christ. « Les Allemands sont-ils des Juifs, pour que des versets de la Bible puissent échauffer leur religiosité ? », s'interroge un habitant de Gratz[23]. Diverses revues, *Paroles allemandes non falsifiées*, *La Libre École allemande (Freie Deutsche Schule)*, *Odin* (Munich), *Scherer* (Innsprück), développent le thème. « On s'était passé de la Judée, comme de Rome, pour construire le dôme de la Germanie », lit-on dans *Odin* [24]. Il s'agit dès lors de revenir à la religion allemande que le christianisme vainqueur a recouverte : celle d'Odin/Wotan. L'antique wotanisme, ironise Goyau, trouve de nouveaux disciples, notamment chez des instituteurs allemands d'Autriche, adeptes du *Julfest* (solstice d'hiver : Noël) et d'une liturgie qui « ressuscite les pieux usages des antiques forêts, en rétablissant, aux solstices, les holocaustes au soleil, sur les cimes des montagnes ». On peut sourire devant ces nouveaux dévots, que l'on imagine, vêtus à la tyrolienne, peut-être un rien replets (à moins qu'il ne s'agisse de très virile minceur « aryenne » ?), randonnant

22. Fritz Stern, *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne pré-hitlérienne*, Colin, 1990 [1961] ; Jean Favrat, *La Pensée de Paul de Lagarde*, Champion, 1979 ; Louis Dupeux, dir., *La Révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*, Kimé, 1992.
23. Lettre publiée dans *Paroles allemandes non falsifiées*, n° 2, 1899, p. 12 ; cité par G. Goyau, *op. cit.*, p. 266.
24. 1899, n° 36, p. 9, *ibid.*, p. 264.

et soufflant dans le soleil ; et le chapitre de Goyau ne cache pas ce sourire narquois.

Mais il n'y a pas de quoi sourire. La descendance des pionniers du *Los von Christ*, si l'on peut dire, est nombreuse, bruyante, et de redoutable compagnie : non pas, tellement, avant la Première Guerre mondiale — qui voit toutefois le pasteur, puis ex-pasteur, Arthur Bonus publier *Zur Germanisierung des Christentums* (1911) — que dans ses lendemains immédiats, lorsque, une seconde fois, les milieux ultranationalistes, ou *völkisch* [25], et certains courants luthériens[26], marient leurs efforts pour aboutir à un Krist non juif et à un christianisme épuré de ses influences judéo-pauliniennes. La haine antisémite et [donc ?] antichrétienne du nazisme a puisé dans ces élucubrations pseudo-scientifiques et pseudo-religieuses[27]. Il est vrai que Hitler, attentif à ne pas attaquer de front, dans un premier temps, les puissantes Églises catholique et luthérienne, a fini par réduire au silence les courants religieux *völkisch*, allant jusqu'à rompre avec l'un de ses premiers compagnons, Artur Dinter, auteur du célèbre roman *Le Péché contre le sang* (1921). Mais il est vrai aussi que le régime a reconnu officiellement, à partir de 1936, une troisième catégorie religieuse, à côté du catholicisme et du protestantisme : celle de *gottgläubig*, « croyant-en-Dieu », qui s'applique aux adeptes non juifs du néo-paganisme, ou Mouvement de la foi allemande *(Deutsche Glaubensbewegung)*. Ce mouvement a été fondé en 1933 par un député nazi, le comte Ernst zu Reventlow, et par un ancien missionnaire protestant, devenu professeur de sanskrit et de religion indienne antique à l'université de Tübingen, Wilhelm Hauer. Les membres des unités d'élite de la

---

25. G. Goyau croit pouvoir remarquer que le mot völkisch a été créé au moment du *Los von Rom* : « On voulait être *völkisch*, et *völkisch* en tout, en chronologie, en histoire, en morale, en pédagogie, en religion, en liturgie », *ibid.*

26. Des milieux catholiques, notamment bavarois, sont également en cause, mais ce sont des protestants, et parmi eux bon nombre de pasteurs, qui mènent le mouvement.

27. « L'église allemande doit être une église aryenne, mais jamais, au grand jamais, elle ne devra devenir une église universelle, et il nous est parfaitement indifférent de savoir à quelle église se rattache la canaille des autres peuples », écrit la revue pangermaniste *Heimdall* en 1924. Ce texte est cité, avec bien d'autres, qui composent une étude remarquablement informée, par Raoul Patry, « Une nouvelle Religion : le Christianisme païen en Allemagne », *Foi et Vie* [revue protestante française], 1er et 16 janvier 1925, p. 1-28. « Le nationalisme le plus exacerbé entend agir sur la religion », conclut l'auteur (p. 27).

SS sont massivement des *gottgläubigen* [28]. Les sorties du christianisme au bénéfice d'une religion de substitution sont suffisamment rares, dans l'Europe moderne — la Révolution française a fait moins bien à cet égard —, pour que l'aventure allemande retienne toute l'attention. Ainsi replacé dans une histoire un peu longue du lien entre religion et nation dans le monde germanique, il apparaît que le *Los von Rom* fut beaucoup moins un épiphénomène sans lendemain — et moins encore un réveil religieux protestant — qu'une étape sur la route meurtrière qu'empruntèrent une partie des Allemands dans leur « ressentiment contre la modernité », pour reprendre l'expression de Fritz Stern, et contre ceux qu'ils avaient identifiés comme les porteurs de cette modernité, les juifs, voire les fidèles du juif fils de Dieu, le Christ.

Si l'on en revient maintenant aux Tchèques, perdus de vue depuis quelques pages, force m'est de reconnaître que je ne sais rien de leurs réactions face au *Los von Rom*, alors qu'il serait facile à un historien lisant le tchèque ou l'allemand de dépouiller la presse bohémienne ou pragoise, et qu'il existe sans doute une bibliographie spécialisée sur tout cet épisode. À défaut, signalons que certains milieux tchèques ont connu eux aussi, au début du XXe siècle, la tentation d'abandonner l'Église au profit d'un catholicisme non romain, héritier de certains traits propres jadis à l'utraquisme. Ils ont fondé une Union du clergé catholique, bientôt dissoute par les évêques allemands nommés par Vienne. Cette union resurgit, sous le nom de *Jednota*, au lendemain de l'indépendance de la Tchécoslovaquie : elle introduit le mariage des prêtres et l'usage du tchèque dans les offices liturgiques. La rupture avec Rome est proclamée le 8 janvier 1920, la condamnation romaine tombant le 16 décembre suivant. Coexisteront désormais l'Église catholique et une « Église tchécoslovaque » (c'est une hérésie aux yeux de Rome que ce christianisme national), que Masaryk n'hésite pas, dans ses mémoires, à définir comme « hussite ». Les chiffres du recensement de 1921 attestent la réussite de cette Église schismatique, forte alors de plus de 525 000 membres (3,7 % de la

28. 69 % des « unités de la tête de mort », 60,1 % des unités spéciales, contre 21,9 % des effectifs de la SS générale. Le recensement de l'été 1939 révèle la présence de 2,7 millions de « croyants en Dieu », soit 3,4 % de la population de la « Grande Allemagne » dans ses frontières d'août 1939. Ces chiffres et analyses sont donnés dans le premier chapitre du livre de Édouard Conte et Cornelia Essner, *La quête de la race. Une anthropologie du nazisme*, Hachette, 1995.

population), et de 800 000 en 1930 (5,4 %), après avoir atteint un million (sur 14,7 millions d'habitants). Quant aux protestants, ils représenteraient en 1930 7,7 % de la population : de 157 000 Tchèques en 1910, on était passé dès 1921 à 231 000, alors que les chiffres restaient identiques chez les Allemands (environ 154 000). Statistiquement, c'est bien parmi les Tchèques, et probablement dans le choc en retour de l'indépendance, que le *Los von Rom* a le mieux réussi, avec 13 à 14 % de non catholiques romains[29] ! Si l'on ajoute que près de 725 000 personnes se déclaraient sans confession en 1921, contre 13 000 en 1910, on est peut-être en droit de conclure, avec Masaryk, que ces formes multiples d'abandon de l'Église catholique revêtaient un sens à la fois religieux et national[30]. Le prince-philosophe s'efforça par ailleurs d'édifier une Tchécoslovaquie laïque, qui fit de l'anniversaire de la mort sur le bûcher de Jan Hus, le 6 juillet (1415), sa fête nationale (1926), tandis qu'il fallait attendre 1928 (et même 1937 pour un texte définitif) pour voir l'État et le Saint-Siège signer un *modus vivendi* partiel, à défaut d'un concordat devenu impensable. Cette laïcité, on l'a dit, a creusé le fossé avec le catholicisme resté puissamment romain des Slovaques.

Ce n'est pourtant ni par la laïcité, ni par le protestantisme que cette étude s'achèvera, mais par le catholicisme, et quasiment en forme d'hommage. Il s'agit non pas, certes, du catholicisme souillé de nationalisme, voire de fascisme, que l'on trouve dans l'État slovaque de Mgr Tiso, mais de ce catholicisme, autrichien ou non, qui sut, bien isolé, somme toute, opposer au nationalisme triomphant une forme d'universalisme humaniste qui allait bien au-delà des seuls intérêts temporels du Pape ou des Habsbourg. C'est bien dans le catholicisme, conçu comme une forme de l'universel, que des champions de l'Autriche menacée par le ferment national entendirent trouver la figure d'une solution destinée à permettre la survie, voire la refondation durable, de la Double Monarchie. On pourrait parler à leur propos d'austrocatholicisme, ne fût-ce que pour jouer de la parenté du mot avec l'austromarxisme, son contemporain, qui proposait un même type de solution, autour d'une sorte de laïcité

29. J'utilise ici les chiffres donnés dans Jean-Marie Mayeur, Charles Pietri, André Vauchez, Marc Vénard, *Histoire du christianisme, 12, Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Desclée/Fayard, 1990, p. 717 et 723.

30. *La résurrection d'un État..., op. cit.*, p. 485-487.

nationale[31]. Et c'est bien du catholicisme que sont venues au XIXe siècle quelques-unes des attaques les plus incisives contre l'idée de nation, jugée indissolublement révolutionnaire et antichrétienne (nous pourrions dire, en France : jacobine). « Le principe des nationalités est anticatholique, antichrétien, païen », déclare un jésuite autrichien dans la revue *Les voix de Maria Laach* [32]. Mgr Seipel publie en 1916 un livre intitulé *Nation et État,* ainsi analysé par Jacques Droz : « Seipel ne dissimule pas son attachement à l'Autriche, expression à ses yeux d'un humanisme cosmopolite ; [...] selon lui, un État multinational a une valeur morale infiniment supérieure à celle d'un État national, parce qu'il y voit comme un raccourci de l'humanité, le point de départ d'une meilleure organisation du monde civilisé. Pour lui, l'Autriche a une mission comparable à celle de l'Église catholique : celle de faire revivre le principe d'universalité, qu'incarnait le Reich médiéval ; celle d'abattre le nationalisme, qui est leur ennemi commun[33]. »

Le parallèle insistant entre l'empire multinational et l'universalisme catholique était repris par Georges Goyau au terme de son étude sur le *Los von Rom* : le catholicisme est la confession religieuse « qui peut le mieux s'adapter au génie propre et aux besoins propres de l'Autriche », parce qu'il refuse, dans son principe même, l'idée de nation, contrairement aux divers avatars de la Réforme qui se marient si bien à telle ou telle nation, « hussisme » tchèque, luthéranisme allemand, calvinisme hongrois, etc. « Il y a donc, à certains égards, comme une parenté spéciale de physionomie entre cette Autriche qui rapproche sans les confondre des races hétérogènes, et cette Église de Rome qui sait unifier les peuples sans les amalgamer, et les respecter tout en les faisant se respecter entre eux. [...] L'Église romaine poursuivra son propre salut [face au *Los von Rom*] et tout ensemble celui de l'Autriche, en retrouvant dans son propre passé, en pratiquant et en proposant la politique de la Trêve de Dieu. La création à Rome par Léon XIII du collège bohême [1890], accueillant pour les clercs des deux langues, éclaire

31. « Pour une laïcité nationale ? L'exemple de l'Autriche-Hongrie au début du XXe siècle », Gui Saupin, Rémy Fabre et Maud Launay, dir., *La Tolérance*, Colloque international de Nantes, mai 1998, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 285-294.
32. Cité par G. Goyau, *op. cit.*
33. J. Droz, *L'Europe centrale. Évolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*, Paris, Payot, 1960, p. 189.

et guide cette politique[34] », Bien sûr, il y a là une utopie proprement réactionnaire : on ne pouvait espérer sérieusement dépasser la nation par le retour à la communauté chrétienne d'origine, pas plus que les schismes des XVe et XVIe siècle ne pouvaient être effacés. En revanche, on pouvait prendre modèle sur la tolérance religieuse enfin acquise au terme des affrontements entre catholicisme et protestantisme, et mettre en place une tolérance nationale. Ainsi ont fait les austromarxistes, mais aussi Mgr Seipel, dans sa brochure parue en 1917, *Pensées pour la réforme de la constitution autrichienne*. Ajoutons que si ces prises de position paraissent trop étroitement assujetties à l'intérêt de l'État autrichien, on peut demander au grand penseur libéral catholique, le britannique Lord Acton (1834-1902), une analyse plus distanciée, mais non moins radicale, de la nouvelle question nationale et de la solution que l'on pouvait trouver dans le détour par le modèle de l'Église médiévale[35].

S'agit-il, pour autant, de dénoncer toute idée nationale, et d'englober dans une même réprobation les équations germanité/luthéranisme et tchéquité/hussisme ? Ce serait passer à côté, sans doute, de ce qui les séparait radicalement. Le nationalisme allemand, tel qu'il se révèle dans le *Los von Rom*, est lancé dans une quête vertigineuse, jamais assouvie, de lui-même et de la racine de sa racine : Fichte, déjà, parle de l'*Urvolk* et de l'*Ursprache* ; à la fin du siècle, les épithètes décisives sont *kerndeutsch* et *völkisch*. Alors le Christ est trop juif ; et Luther vaudrait non par ce qu'il apporte, mais par ce qu'il retranche et sépare ; non la Réforme, mais l'anti-Rome. Le nationalisme tchèque, lui, et tel au moins qu'il se donne à lire dans

34. G. Goyau, *op. cit.*, p. 317-318.

35. « Le christianisme se plaît à mêler les races, tandis que le paganisme s'identifie à leurs différences, car la vérité est universelle alors que les erreurs sont diverses et particulières. Dans le monde antique, l'idolâtrie et la nationalité allaient de pair et, dans les Écritures, on recourt au même terme pour les désigner l'une et l'autre [les gentils]. Ce fut la mission de l'Église de surmonter les différences nationales. La période de sa suprématie incontestée fut celle durant laquelle toute l'Europe occidentale obéit aux mêmes lois, où toute la littérature fut comprise en une seule langue et où l'unité politique de la chrétienté fut personnifiée par un unique potentat, cependant que son unité intellectuelle se manifestait en une seule université », Lord Acton, « On nationality », paru dans *The Home and Foreign Review* en juillet 1862 ; traduit en français dans la revue *Commentaire*, hiver 1994, p. 947-962. Voir un essai de commentaire dans P. Cabanel, *Nation, nationalités et nationalismes en Europe*, 1850-1920, Gap, Ophrys, 2e éd., 1996, p. 41-54.

Palacký, Denis, Masaryk, le « philosophe devenu roi[36] », prétend, à l'inverse, ouvrir à l'universel. Il ne vaudrait que par ce qui en lui est partageable par tous les hommes : Jan Hus n'est pas un conquérant, un faiseur d'empire ou de roi ; il n'est qu'un réformateur du christianisme, mort dans la solitude pour être resté fidèle à ses idées, et ses partisans ne sont que des vaincus et des exilés, mais des hommes restés libres. Ernest Denis ne s'y trompait pas, en 1902 : « Les Tchèques peuvent envisager l'avenir sans trop d'inquiétude. Ils ne défendent pas leur seule cause, mais celle de l'Europe et celle de l'humanité entière, et leur défaite marquerait un retour offensif de la barbarie. S'ils succombaient, tous ceux qui désirent la paix par le droit et qui refusent de croire qu'il y ait des races prédestinées à un éternel esclavage, seraient gravement atteints dans leurs espoirs. [...] Vainqueurs ou vaincus, ils auront laissé au monde un grand exemple et ils seront les créanciers de l'humanité[37]. »

Relue en 1939, en 1948, en 1968 (à ces deux dernières dates, Denis était proprement effacé de l'historiographie tchécoslovaque), cette phrase prend un tour étrangement prophétique. Ne faisons toutefois pas la part trop belle aux Tchèques : le regard que Denis porte sur eux, le nôtre également, peut-être, risque de se révéler trop français. Ce privilège de dire l'universel à travers le national, de combattre et de mourir, lorsque l'on meurt, pour l'humanité, c'est tout l'orgueilleux héritage de la Révolution française : et c'est un bien commode fardeau que de n'avoir pas eu à distinguer entre les droits des Français — ou des Tchèques —, et les droits de l'homme. Les Allemands, pour ne parler que d'eux, eurent à faire un travail presque à rebours : s'opposer à l'universel — un universel qui parlait et chevauchait furieusement français — pour mieux se définir eux-mêmes, comme devait le remarquer en 1930, avec une amère lucidité, Friedrich Sieburg dans son remarquable et un rien pervers *Dieu est-il Français ?* [38] Ainsi les Tchèques ont-ils « donné » Hus à l'humanité, et les Français leur Révolution, tandis que Luther, pourtant le fondateur d'une civilisation de portée uni-

36. Cf. Alain Soubigou, *Thomas Garrigue Masaryk (1850-1937), biographie intellectuelle et politique*, thèse, Univ. Paris-I, 1999.
37. Dernières phrases de *La Bohême depuis la Montagne blanche, II, La renaissance tchèque*, vers le fédéralisme, Paris, 1903, p. 668-670.
38. Rééd. « Les Cahiers Rouges », Grasset, 1991.

verselle, ne se serait donné qu'à l'Allemagne. Où l'on mesure l'impact parfois considérable des inventions et reconstructions auxquelles les historiens ont su se livrer ou se refuser au XIXe siècle. Et, peut-être, de ce mauvais génie qui conduisit l'Allemagne à se perdre où elle prétendait se trouver[39].

Patrick Cabanel
Université Toulouse-Le Mirail,
UFR d'Histoire-DIASPORAS

39. Et à perdre ceux qui furent parmi les meilleurs des siens, et qu'elle déclara étrangers par excellence, les juifs. Cf., sur le seul plan linguistique, les remarques de Claude Hagège, parlant du nazisme comme d'une « conduite [allemande] suicidaire », la shoah ayant eu pour effet de faire disparaître les locuteurs du yiddish, c'est-à-dire d'une langue qui participait de l'expansion européenne de l'allemand. *Le souffle de la langue. Voies et destins des parlers d'Europe*, Odile Jacob, 1994, p. 82-83.